



FRANCE

ÉDUCATION

2017, ANNÉE DE LA SATURATION UNIVERSITAIRE

Avec près de 40 000 étudiants supplémentaires en licence, les universités françaises craquent de partout : manque de professeurs, manque de locaux, manque de budgets. Le gouvernement préconise la mise en place de prérequis pour l'admission en première année, qui pourrait devenir une véritable sélection, sans résoudre les autres maux de l'enseignement supérieur. PAR HÉLÈNE SEINGIER

A lors que les étudiants ont retrouvé les amphithéâtres, plus de 3 000 bacheliers français n'ont pas trouvé leur place à l'université. Ils étaient 65 000 au début de l'été, leur nombre s'est réduit épisode après épisode, comme dans un mauvais feuilleton. Mais, parmi tous ces jeunes casés à la va-vite, combien ont dû se résoudre à changer de voie dans la panique ? Ou à opter pour une école privée, car le système public était engorgé ?

En cause : les déboires du portail d'admission en ligne Admission postbac (APB). Pour 1 000 places en psychologie à Toulouse (en poussant les murs), plus du triple de jeunes s'étaient inscrits. Dans 169 licences, des sports (Staps) à médecine, on a fini par départager les jeunes au tirage au sort. Un « scandale absolu » pour le Premier ministre, un « immense gâchis » pour Frédérique Vidal, ministre

de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Mais la débâcle d'APB n'est qu'un symptôme du vaste malaise de l'université. Frédérique Vidal a passé son été à tenter de colmater les brèches. Elle a bien obtenu une rallonge budgétaire pour 2018, mais après une coupe sévère pour cette année... Surtout, elle a promis la fin du portail APB à la rentrée prochaine. A sa demande, toute la planète universitaire cogite sur l'instauration de « prérequis » à l'entrée en fac, soit un début de sélection, alors que l'université est censée être ouverte à tous et toutes...

Il ne faut pas s'y tromper : l'université française vit une crise gravissime, presque existentielle, qui était tout sauf imprévisible.

1 L'AFFLUX D'ÉTUDIANTS ÉTAIT ATTENDU

Depuis au moins trois ans, le premier cycle reçoit à chaque rentrée de 30 000 à 40 000 étu-

dants supplémentaires. « C'est l'équivalent de deux universités, sans construction et sans postes supplémentaires », résume d'Hervé Christofol, du syndicat Snesup-FSU, qui y voit le symbole de l'impuissance du monde universitaire face à l'explosion des effectifs en cette rentrée 2017.

« Le gouvernement précédent était clairement conscient qu'il y avait un risque fort sur cette rentrée », assure Gilles Roussel, le patron de la Conférence des présidents d'université (CPU). A-t-il laissé la

DIX ANS APRÈS LA LOI LRU SUR LEUR AUTONOMIE, QUI LEUR A DÉLÉGUÉ LA GESTION DE LEUR BUDGET, BEAUCOUP DE FACULTÉS SONT EXSANGUES.



philippe renault / photopqr / ouest france

crédit photo

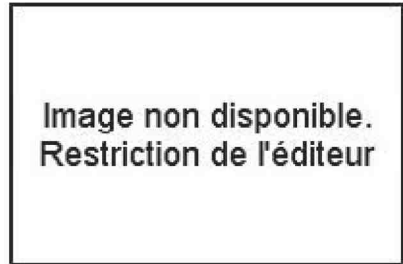
Image non disponible.
 Restriction de l'éditeur

situation dégénérer à dessein, pour pousser les choses à évoluer ? Ou par facilité, pour éviter de lancer la réforme du premier cycle alors que celle du master était en cours ? »

Car la catastrophe était prévisible : avec le baby-boom des années 2000, le flux de candidats à l'université allait mathématiquement gonfler en 2017-2018. Les projections sont tout aussi préoccupantes puisqu'on envisage

d'atteindre le million d'étudiants en 2025, contre 860 000 en 2015 !

Cette attraction pour les amphis serait une bonne nouvelle si les établissements pouvaient construire des bâtiments et embaucher le personnel nécessaire. Las, les moyens sont loin de suivre l'augmentation du nombre d'étudiants : entre 1980 et 2015, rappelle le rapport EESR 2017, la dépense « au profit du supérieur a été multipliée



sebastien salom gomis / sipa

Image non disponible.
 Restriction de l'éditeur

FRÉDÉRIQUE VIDAL

La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a promis un plan d'investissement de 1,5 milliard sur le quinquennat. Un effort notable, mais qui est loin de permettre au budget de l'université d'atteindre les 2 % du PIB à l'horizon 2025, tel que le préconise le Livre blanc remis au ministère le 31 janvier.

par 2,6 en euros constants [...] mais la dépense moyenne par étudiant n'a augmenté que de 40 % en raison du doublement des effectifs ». Cette course-poursuite entre les crédits et les effectifs est loin d'être terminée. Hervé Dole, astrophysicien à Paris-Orsay, calcule, sur le site The Conversation, que le futur afflux d'étudiants représentera « l'équivalent d'une dizaine d'universités de taille moyenne d'ici à 2025, c'est-à-dire demain » !

Sans compter que, dix ans après la loi LRU sur leur autonomie, qui leur a délégué la gestion de leur budget, beaucoup d'universités sont exsangues – 15 inquiètent particulièrement la Cour des comptes, comme celle d'Orléans ou celle de Bretagne Sud. « L'autonomie a surtout masqué un désengagement de l'Etat. Les universités se sont retrouvées à gérer en toute autonomie... la pénurie de moyens », ironise Stéphane Leymarie, secrétaire général de Sup'Recherche Unsa.

EXPLOSION DES EFFECTIFS

Avec le baby-boom des années 2000, le flux de candidats à l'université allait mathématiquement gonfler en 2017-2018. Un phénomène prévisible qui n'a pas été anticipé. Ici, la rentrée universitaire à Rennes-II, en 2013.

2 LA PÉNURIE BUDGÉTAIRE, TOUJOURS

Les annonces de la nouvelle ministre peinent à rassurer. Fin septembre, Frédérique Vidal a promis 194 millions d'euros pour l'enseignement supérieur en 2018 et un plan d'investissement de 1,5 milliard sur le quinquennat. « Un véritable budget pour l'autonomie, qui permet à chaque établissement de faire des choix et des projets », a assuré l'ancienne présidente de l'université de Nice. ➤



► Les membres de la CPU, eux, se montrent soulagés après des années de stagnation du budget. Mais une bonne partie de cette enveloppe sera engloutie dans le financement de l'ancienneté des enseignants, dans la compensation des inscriptions des boursiers ou encore dans les cotisations sociales. « *Il faut 2 milliards de plus par an pour atteindre les 2 % du PIB à l'horizon 2025, l'objectif fixé par le Livre blanc paru au début de l'année. On en est loin* », calcule Hervé Christofol.

L'OCDE documente la tendance : en 2009, la France était le 17^e pays qui investissait le plus de PIB dans l'enseignement supérieur ; cinq ans plus tard, elle avait dégringolé de trois places.

En attendant, les facs bricolent pour assurer le quotidien. Plutôt que d'embaucher de coûteux enseignants-chercheurs, certaines recourent à des vacataires à 40 € l'heure. A Besançon, une caissière de supermarché anglophone a ainsi été embauchée en langues étrangères appliquées. « *Des collègues assurent parfois trois TP de chimie à la fois, dans des salles différentes. Vous imaginez les conditions de sécurité ? Les personnels sont débordés, le nombre d'arrêts maladie explose* », décrivent les représentants de SUD pour l'enseignement supérieur.

3 EN FINIR AVEC LA SÉLECTION

Dans un paysage aussi dévasté, chacun y va de sa proposition, plus ou moins libérale. La Fage, syndicat étudiant proche de la ministre, propose pudiquement de recourir au « *monde socio-économique* » pour « *diversifier les ressources* ». « *L'entreprise doit soutenir l'université à hauteur de ce qu'elle lui apporte* », soutient Jimmy Losfeld, le président du syndicat. Dans les groupes de concertation

lancés par la ministre en juillet, tous les acteurs condamnent le tirage au sort, mais ils se divisent sur les solutions de court terme, comme les prérequis, ce sésame que Frédérique Vidal a sorti de son chapeau. Le débat idéologique a déjà trouvé sa césure sémantique. Les prosélections parlent de « *massification* » de l'université, quand les adversaires utilisent le terme de « *démocratisation* ». « *Le seul prérequis pour l'université, c'est le bac !* » affirment en chœur SUD et la FSU, la notion de service public en étendard. A l'Unsa, on plaide pour que chaque filière définisse des prérequis « *incitatifs ou dissuasifs, afin que chacun analyse si la voie qu'il envisage lui est adaptée* ». Quant au syndicat d'étudiants UNI, il vote pour une sélection contraignante. « *On ne doit plus faire croire que tout le monde peut aller à l'université alors qu'on a 60 % d'échec en première année de licence* », assène son délégué national, Clément Armato. Le « *contrat de réussite* », annoncé pour la rentrée 2018, semble aller dans ce sens. Hervé Dole résume le dilemme, façon funambule : « *Comment accepter tous les étudiants, tout en améliorant leur taux de réussite ?* » Quid alors des recalés ? Ou de ceux qui viennent

Marianne.net ouvre le débat

Sélection à l'université : Et vous, qu'en pensez-vous ?

Pour sortir des sentiers (re)battus, Marianne publiera sur son site les contributions et témoignages d'enseignants et d'étudiants du supérieur. Racontez votre rentrée, discutez des prérequis, marianne.net publie !
Envoyez vos textes à debattons@marianne.net



à la fac en attendant de repasser un concours, par exemple ? En fait, l'université connaît déjà un avant-goût de ce phénomène, avec l'apparition des premiers refusés de la sélection en master. Plus de 2 200 candidats (sur 95 000), pourtant titulaires d'une licence, se sont cassé le nez à la porte de la quatrième année, chaque université pouvant poser des conditions (par exemple une moyenne de 12 en licence) à l'entrée en master. Une contradiction avec le droit à la poursuite d'études, reconnu par la loi... Pour les étudiants bannis, c'est la galère garantie. Ils se retrouvent à errer, parfois à travers l'Hexagone, à la recherche d'une formation disponible.

aly song / reuters

4 VERS UNE UNIVERSITÉ À DEUX VITESSES ?

Pour une partie du monde académique, ils ne seraient que des poids morts freinant la course à la performance des universités françaises, et leur ascension dans les classements internationaux, adossés au nombre de publications scientifiques des établissements et au nombre de prix Nobel, dont l'archétype est celui de l'université de Shanghai. « On détourne les enseignants-chercheurs de leur mission d'enseignement. Les profils recrutés, la façon dont on est évalué, tout est mis sur la recherche et les publications. C'est grave », alerte

“ON PASSE PLUS DE TEMPS À FAIRE DE LA RECHERCHE DE FINANCEMENT QUE DE LA RECHERCHE AU SENS PROPRE”, DÉPLORE LE SYNDICAT SUD.

LA COURSE À LA PERFORMANCE

Pour une partie du monde académique, les universités doivent en priorité exceller dans les classements internationaux, fondés sur le nombre de publications scientifiques et de prix Nobel. L'université de Shanghai (photo) dresse chaque année un classement mondial des établissements, qui fait autorité.

Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Stéphane Leymarie. Surtout que, avec la baisse constante des crédits, « on passe plus de temps à faire de la recherche de financement que de la recherche au sens propre », critiquent les porte-parole de SUD.

Cette priorité à la recherche pourrait complètement chambouler l'université à la française. L'Institut Montaigne, qui a l'oreille du président de la République, est séduit par des modèles étrangers. « Dans beaucoup de pays, on distingue les filières d'excellence académique, animées par des chercheurs très actifs, et les filières plus destinées à l'insertion professionnelle », décrit Jean-Marc Schlenker, ancien rapporteur de la loi LRU et expert auprès de l'institut.

C'est cette même volonté de créer des pôles d'excellence internationaux qui a inspiré des rapprochements entre établissements. Certains sont des succès, comme en Lorraine, avec la fusion entre université, école d'ingénieurs et instituts de recherche. Mais, ailleurs, ces groupements – nommés communautés d'universités et d'établissements (Comue) ou établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) selon les statuts – sont surtout vus comme une strate administrative

supplémentaire. Quand ce n'est pas l'impasse totale, comme pour le projet d'une Silicon Valley à la française, entre Polytechnique et d'autres établissements du sud de Paris.

« Il ne faut pas tomber dans l'aberration de transformer les universités uniquement pour grimper dans le classement de Shanghai », avertit Laurent Daudet, spécialiste de l'enseignement supérieur pour Terra Nova. Pourtant, la conception en deux silos séparés est déjà à l'œuvre. L'une des options pour le rapprochement entre HEC, Paris Sud et l'ENS consistera à créer un établissement dédié à la recherche et un autre centré sur un premier cycle professionnalisant. Stéphane Leymarie y voit une américanisation du système. Le schéma serait en cours de mise en pratique aussi à Cergy-Pontoise et à Nice, université d'origine de l'actuelle ministre. « Il y a donc tout lieu de se demander s'il n'est pas encouragé par le gouvernement », dit-il.

Ce divorce signerait la fin de l'université « à la française », où les étudiants reçoivent directement le savoir de la bouche des chercheurs. Un modèle instauré il y a huit siècles, à la naissance de la Sorbonne. Mais qui s'en soucie ? ■ H.S.